

Evaluation de la coopération de la Commission Européenne avec la Bolivie – ref. 1086

Résumé

Les CE est un acteur important sur la scène de l'aide à la Bolivie : Entre 1995 et 2006, ses décaissements ont représenté 10,6% des dons et 4,3% de l'aide totale. De 1996 à 2006, les contributions de la CE ont été en moyenne d'environ 27 millions d'€ par an et 78% de cette aide s'est dirigée vers les secteurs du développement rural (incluant la sécurité alimentaire), de l'eau et l'assainissement, et du développement alternatif. Les principales conclusions de l'évaluation sont: 1. L'évolution de la stratégie de la coopération communautaire pendant la même période est jugée positivement par l'ensemble des acteurs publics et internationaux en Bolivie et est pertinente par rapport aux besoins et priorités du pays; 2. De façon générale l'efficacité, l'impact et la durabilité sont inégales et les raisons principales proviennent de facteurs internes et externes; 3. Il existe une divergence entre l'évolution de la stratégie d'intervention de la CE concernant l'instrument "Appui budgétaire" et l'évolution de la Bolivie caractérisée par une instabilité politique, sociale et institutionnelle.

Objet de l'évaluation

L'objet de cette évaluation est celui de porter un jugement sur l'ensemble de la coopération de la Commission européenne en Bolivie durant la période 1996-2006.

Description de l'évaluation

L'exercice d'évaluation est structuré par une série de dix questions clés, couvrant les cinq critères d'évaluation définis par le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération Economique et de Développement (OCDE). Ces critères sont la pertinence, l'impact, l'efficacité, l'efficience et la durabilité, auxquels s'ajoutent la prise en compte des priorités transversales de l'Union européenne (UE) – la bonne gouvernance, la décentralisation, le genre ou l'environnement - et les « 3Cs » (cohérence, complémentarité, coordination).

Les questions d'évaluation sont formulées sur base de l'analyse de la stratégie de coopération de la CE, effectuée à partir des documents de politique et de programmation. Cette analyse permet de reconstruire la logique d'intervention de la CE en identifiant ses principaux objectifs et la manière dont ils s'articulent.

Pour chaque question d'évaluation, l'équipe d'évaluation a élaboré un certain nombre de critères de jugement et d'indicateurs. Les critères de jugement sont les éléments qui permettent d'apporter une réponse complète à la question d'évaluation. Ils sont renseignés par une série d'indicateurs, eux-mêmes alimentés par une collecte d'informations réalisée lors des phases documentaire et de terrain.

Principales conclusions

Les trois principales conclusions de l'évaluation concernent respectivement la stratégie de la coopération, les résultats des interventions et les modalités d'intervention.

- L'évolution de la stratégie de la coopération communautaire entre 1996 et 2006 est jugée positivement par l'ensemble des acteurs publics et internationaux en Bolivie et est pertinente par rapport aux besoins et priorités du pays. Toutefois la coopération économique n'a pas encore bénéficié d'une réelle priorité. Dans le choix des interventions la CE semble prioriser la flexibilité et donc l'adaptation rapide aux changements dans le contexte.

- Les résultats observés sur le terrain en termes d'efficacité, d'impact et de durabilité varient d'une intervention à l'autre et parfois entre différentes lignes au sein d'une même intervention. Par exemple l'efficacité et l'impact du PRAEDAC ont été significatifs dans les appuis aux municipalités, mais moins dans leurs appuis à la production. Les impacts et la durabilité des interventions en eau et assainissement sont en général limités.
- Il existe une divergence entre l'évolution de la stratégie d'intervention de la CE qui consiste à recourir toujours plus à l'appui budgétaire, et l'évolution de la Bolivie qui est caractérisée par une instabilité politique, sociale et institutionnelle croissante.

Principales Recommandations

Pour la délégation :

- Stratégie : choisir un secteur d'intervention dans le long terme (par exemple eau et assainissement ou développement alternatif) dans le but est de développer une expertise propre, technique et méthodologique, qui puisse être utile à la Bolivie.
- Investir dans la coopération économique pour affronter directement les problèmes d'emploi et de production.
- Améliorer les résultats des interventions dans certains aspects liés aux mécanismes de participation, au dialogue sectoriel et à la conception des interventions.

Pour la délégation et le siège de la Commission à Bruxelles :

- Eviter de se concentrer sur l'aide budgétaire (maintenir la possibilité de financer des « projets ») et en même temps poursuivre l'exploration de modalités « hétérodoxes » d'aide budgétaire (genre PASA) afin de diversifier les utilisations possibles de l'instrument.
- Tirer des leçons de la préparation du PASAAS et de son fonctionnement pour améliorer ce genre d'intervention dans l'avenir.

Pour le siège :

- Prendre acte des effets négatifs des pressions à déboursier dans les interventions où les aspects institutionnels et les ressources humaines sont importants et réduire cette pression.

Feedback

Le rapport final est transmis aux membres de la Commission chargés de la politique extérieur et distribué aux différents services concernés au niveau de la Commission. Une fiche contradictoire est établie et envoyé aux différents services afin de recueillir les réponses aux principales recommandations. Un séminaire de restitution a été organisé à La Paz pour présenter et discuter le rapport final provisoire. Tous les documents sont disponibles sur le site Web de l'Unité Evaluation.

Donateur : Commission Européenne	Région : Amérique Latine	Secteurs CAD : multisecteurs
Type Evaluation : Pertinence, Efficacité, Impact	Date du rapport : Juin 2007	Objet de l'évaluation : Stratégie Pays
Langue : Française et espagnole	N° vol./pages : 2 volumes	Auteurs : ADE